

IRAN

**Il faut ouvrir une enquête indépendante
sur la mort de Zahra Kazemi**

Index AI : MDE 13/022/2003

ÉFAI

Mardi 15 juillet 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International s'est associée aujourd'hui (mardi 15 juillet 2003) aux appels lancés par la Commission islamique des droits humains en Iran et d'autres organisations internationales de défense des droits humains, pour demander l'ouverture d'une enquête indépendante et approfondie sur la mort de Zahra Kazemi. Cette photojournaliste âgée de cinquante-quatre ans est morte en détention le 12 juillet 2003.

« Au titre des traités internationaux relatifs aux droits humains, l'Iran est tenu de diligenter une enquête judiciaire indépendante et impartiale, afin de déterminer les causes de la mort de Zahra Kazemi, a déclaré Amnesty International, avant de poursuivre :

« Cette enquête devra également établir si Zahra Kazemi a été maltraitée ou torturée en détention, comme le laissent supposer certaines informations. »

Dotée de la double nationalité iranienne et canadienne, Zahra Kazemi est morte à l'hôpital Baghiyetollah, à Téhéran, alors qu'elle se trouvait sous bonne garde. Elle avait été interpellée tandis qu'elle photographiait des manifestants qui protestaient contre la détention de membres de leur famille devant la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran. Depuis des années, Amnesty International recense des affaires de mauvais traitements et d'actes de torture perpétrés en détention.

Par ailleurs, l'organisation de défense des droits humains a appris avec satisfaction que le président Mohammad Khatami avait ordonné aux ministres de l'Intérieur, de la Justice, du Renseignement et de la Culture et de l'Orientation islamique, d'enquêter sur la mort de Zahra Kazemi.

« Les autorités doivent prendre des mesures concrètes visant à éradiquer toutes les formes de mauvais traitements en Iran, notamment en adhérant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou

dégradants », a affirmé l'organisation, avant de conclure :

« Seule une enquête approfondie, indépendante et impartiale, entreprise dans les meilleurs délais, permettra de rendre justice. » ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>